

**PROJET DE RESTAURATION DE L'ELEVATION OUEST DU BASTION NORD
ET DE LA BATTERIE DE REVERS. CITADELLE DE SEYNE-LES-ALPES.**
Commune de Seyne-les-Alpes, département des Alpes-de-Haute-Provence
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)
Tranches fermes de travaux, lot unique : MAÇONNERIES ET PIERRES TAILLEES

TABLE DES MATIERES

1.1. généralités	3
1.1.1. Objet et ETENDUE DES TRAVAUX.....	3
1.1.2. MODE DE MARCHE.....	3
1.1.3. Decomposition par lot et par tranches.....	3
1.1.1. DOCUMENTS DE REFERENCE	4
1.1.2. CONSTAT DES LIEUX	4
1.1.3. NOTE LIMINAIRE	4
1.1.4. Dépenses de consommation.....	4
1.1.5. Hygiène et sécurité du chantier.....	5
1.1.6. IMPLANTATIONS, PIQUETAGES	6
1.1.7. GENERALITES.....	6
1.1.8. CONNAISSANCE DU PROJET	6
1.1.9. CONNAISSANCE DES LIEUX.....	7
1.1.10. NOTE PRELIMINAIRE IMPORTANTE	7
1.1.11. Conditions d'emploi des matériaux non normalisés :	8
1.1.12. SUJETIONS LIEES A LA NATURE SPECIFIQUE DES TRAVAUX SUR LES MONUMENTS PATRIMONIAUX	9
1.1.13. ASSURANCE	9
1.1.14. RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR	10
1.1.15. ETUDES DESSINS ET DETAILS D'EXECUTION	11
1.1.16. CALEndrier d'exécution	12
1.1.17. CONTENU DE LA PROPOSITION DE L'ENTREPRISE.....	13
1.1.18. DISPOSITION GENERALES POUR ASSURER LA SECURITE DES TIERS SUR LE CHANTIER 14	
1.1.19. SECURITE DES OUVRIERS	15
1.1.20. INSTALLATION GENERALE DE CHANTIER.....	16
1.1.21. Personnes habilitées à pénétrer dans l'emprise du chantier.....	16
1.1.22. CLOTURES de chantier	16
1.1.23. ECHAFAUDAGES	17
1.1.24. Bachages et protection pour la mise hors d'eau	17
1.1.25. PROTECTION DES EXISTANTS	18
1.1.26. PROTECTIONS DIVERSES.....	18

**PROJET DE RESTAURATION DE L'ELEVATION OUEST DU BASTION NORD
ET DE LA BATTERIE DE REVERS. CITADELLE DE SEYNE-LES-ALPES.**

Commune de Seyne-les-Alpes, département des Alpes-de-Haute-Provence

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

Tranches fermes de travaux, lot unique : MAÇONNERIES ET PIERRES TAILLEES

1.1.27.	LIMITATION DE LA PROPAGATION DES POUSSIÈRES	18
1.1.28.	PERMIS DE FEU	19
1.1.29.	PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES	21
1.1.30.	APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE ELECTRIQUE ET EN EAU	22
1.1.31.	RENDEZ VOUS DE CHANTIER.....	22
1.1.32.	PANNEAU DE CHANTIER	23
1.1.33.	ORGANISATION DE CHANTIER	24
1.1.34.	COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES.....	25
1.1.35.	HORAIRES DE TRAVAIL.....	25
1.1.36.	INDEMNITES DE PANIER ET DEPLACEMENTS DIVERS.....	25
1.1.37.	TRAVAUX EN REGIE	25
1.1.38.	TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES	25
1.1.39.	PHOTOS DE CHANTIER	25
1.1.40.	FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX.....	26
1.1.41.	PROTOTYPES.....	26
1.1.42.	ECHANTILLONS MODELES	26
1.1.43.	variantes.....	27
1.1.44.	delai d'execution	27
1.1.45.	approvisionnement et debarras du chantier	28
1.1.46.	DEMONTAGE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	28
1.1.47.	ENLEVEMENT DES GRAVOIS, NETTOYAGE DE CHANTIER	28
1.1.48.	SOSED	29
1.1.49.	nettoyage de chantier	29
1.1.50.	SUJETIONS DIVERSES A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE (SAUF CELLES PRECISEES AU D.P.G.F.)	30
1.1.51.	consignes particulières concernant tous les travaux.....	30
1.1.52.	PERMIS DE FEU	31

1.1. GENERALITES

1.1.1.OBJET ET ETENDUE DES TRAVAUX

Les stipulations des présent Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent les travaux de la présente opération qui a pour objet :

Projet de restauration de l'élévation Ouest du bastion Nord et de la Batterie de Revers.

Citadelle de Seyne-les-alpes.

Commune de Seyne-les-Alpes, département des Alpes-de-Haute-Provence.

Le présent lot à pour objet les travaux suivants :

Lot unique : maçonneries et pierres taillées

Les soumissionnaires devront obligatoirement consulter les C.C.T.P, et les dossiers de plans, des autres lots devant intervenir dans cette réalisation.

Les travaux comprennent principalement :

PROJET DE RESTAURATION DE L'ELEVATION OUEST DU BASTION NORD ET DE LA BATTERIE DE REVERS. Citadelle de Seyne-les-alpes.

Ces travaux sont définis ci-après et seront entrepris dans les limites indiquées sur les plans de l'architecte.

1.1.2.MODE DE MARCHE

Les travaux décrits ci-après seront traités suivant Cadre de **Décomposition de Prix Global et Forfaitaire, (C.D.P.G.F).**

1.1.3.DECOMPOSITION PAR LOT ET PAR TRANCHES

L'ensemble des travaux sera réalisé en deux tranches fermes et décomposées comme suit :

A. Pour la **TRANCHE FERME N°1 DE TRAVAUX :**

Lot unique : Maçonneries et pierres taillées.

B. Pour la **TRANCHE FERME N°2 DE TRAVAUX :**

Lot unique : Maçonneries et pierres taillées.

Les travaux sont orientés en deux campagnes distinctes et hiérarchisés selon des critères d'urgence et de sécurité. Compte tenu des dégradations constatées les tranches de travaux sont hiérarchisées comme suit :

La **tranche ferme de travaux n°1** concerne la partie méridionale du bastion Nord tandis que la **tranche ferme de travaux n°2** concerne la partie Septentrionale de ce bastion et la batterie de revers travaux intitulés « *travaux de mise en sauvegarde et de restauration partielle de l'élévation Sud de la batterie de revers* »

L'entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des généralités tous corps d'état.

1.1.1.DOCUMENTS DE REFERENCE

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables, dont notamment les suivants.

Les documents techniques dans le cahier des clauses administratives particulières parties communes ainsi que ceux figurant dans les fascicules techniques du ministère de la culture :

- de juin 2006 pour les ouvrages en maçonnerie,
- de Juillet 2003 pour les ouvrages en pierres taillées,
- de Mai 1993 pour les ouvrages couvertures.

1.1.2.CONSTAT DES LIEUX

L'entrepreneur titulaire d'un marché est tenu de faire établir, au préalable à tout commencement et à la fin de travaux, un constat des lieux de la partie de l'édifice concerné par les travaux, soit à l'amiable, soit par un huissier de son choix, en présence du propriétaire de l'édifice ou de son représentant, du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

1.1.3.NOTE LIMINAIRE

Lorsque dans le présent C.C.T.P. figure la formule « à l'identique », elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire du bâtiment concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage stricte des matériaux initiaux comme des techniques de mises en œuvre.

Le présent C.C.T.P. comme les autres pièces de marché qui le complètent, définit en conséquence pour chaque ouvrage (ou élément d'ouvrage) toutes les données à imposer pour sa réalisation, soit en fonction des normes qui sont rappelées, soit en y dérogeant.

Pour un certain nombre de ces ouvrages, il est fait mention de « surfaces de références » localisées sur le bâti existant pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément « le résultat » qui lui sera imposé et répondre ainsi à la notion d'identique évoquée ci - avant.

Les prescriptions techniques de mise en œuvre et de finitions décrites ci-après ne sont pas reprises systématiquement dans le cadre de la description détaillée des ouvrages à réaliser.

De convention expresse, il est précisé aux entreprises qu'elles sont dues contractuellement par elles et seront implicitement prévues dans les prix de marché.

1.1.4.DEPENSES DE CONSOMMATION

Les dépenses de consommation feront l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise, les dépenses indiquées ci-après :

- Installation d'éclairages et de signalisation.
- Consommation d'électricité et d'eau.
- Chauffage de chantier,

La réparation des diverses dégradations découlant du déroulement de cette opération survenue dans les limites de l'édifice à savoir :

- Frais de remise en état des réseaux d'eaux, de voirie, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de réparation et de remplacement de fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas énumérés au C.C.A.P.

1.1.5. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II, titre II du Code du Travail en ce qui concerne les mesures de protection et de salubrité des travailleurs et de la réglementation en vigueur.

L'entrepreneur du lot unique «maçonneries et pierres taillées» devra la mise en place d'une baraque de chantier mobile avec installations électriques, d'un bungalow cloisonné pour réfectoire et vestiaire, de sanitaires et d'un poste de lavage raccordé aux réseaux existants conformément aux règlements en vigueur, en accord avec le maître d'œuvre et après avoir obtenu les autorisations nécessaires si l'implantation de ces installations doit se faire dans l'emprise de la voirie.

Etablissement du PPSPS Plan particulier de la Sécurité et de Protection de la Santé :

Les entreprises de la présente opération devront se conformer à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, ainsi qu'aux décrets et arrêtés parus à la date de la remise de l'offre qui prévoient pour ce chantier la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, plan fourni par le coordonnateur de sécurité.

Il en est de même pour les risques particulier, objet du projet d'arrêté applicable pour tous chantier ouvert à partir de janvier 2003, pris pour l'application de l'article L235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers et essentiellement pour cette opération les points suivants :

- Risques de chute de hauteur de plus de trois mètres,
- Travaux exposant à des radiations,
- Travaux de reprise en sous œuvre,
- Travaux impliquant les structures porteuses,
- Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds,
- Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité de levage supérieure à 60T/m telle que grue mobile ou équivalent.

.dans le cadre de ce marché (catégorie 2), les entreprises devront la rédaction du P.P.S.P.S. et le remettre au coordonnateur S.P.S. dans un délai maximum de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage ou de trente jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur dans le cas d'une entreprise sous traitante. Ce document sera mis à jour par l'entreprise régulièrement en fonction des remarques du coordonnateur SPS et de l'évolution du chantier (pour chaque tranche, le cas échéant).

Ce document devra être transmis au minimum en deux exemplaires au coordonnateur et après accord de ce dernier en un exemplaire à tous les intervenants concernés (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, inspection du travail, auprès de la C.R.A.M., et de l'O.P. P.B.T.P. pour les lots principaux et le/les lot(s) pouvant présenter des risques particuliers.

En outre, un exemplaire à jour du plan est tenu en permanence sur le chantier et annexé au P.G.C.S.P.S. du chantier.

L'entreprise devra l'application stricte de ce document sous le contrôle du Coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. communiquera à l'entreprise les P.P.S.P.S.

Les entreprises devront tenir compte dans leur prix de toutes précautions à prendre lors de l'utilisation de produits dangereux, de risque de chute, de manutention de charges lourdes, etc ...

Les locaux communs de chantier ne pourront en aucun cas servir pour déposer ou entreposer des matériaux ou du matériel et ils seront maintenus propres pendant toute la durée du chantier.

Tout matériau contenant de l'amiante ou du plomb, découvert sur le site en cours de travaux de démolition ou de décapage sera déposé, décapé et/ou traité suivant les dispositions réglementaires en vigueur par des entreprises spécialisées, à la charge de l'entreprise, y compris tous les documents administratifs nécessaires. Toute prévention contre le risque chimique devra faire l'objet de mesures obligatoires.

Les installations communes de chantiers sont définies par le PGC (Plan Général de Coordination) et le C.C.T.P.

L'entrepreneur du lot n° 1 assurera l'organisation collective du chantier conformément au CCAP et soumettra au coordonnateur et à l'Architecte son plan d'organisation.

Les entreprises s'engagent à faciliter la mission des organismes et contrôleurs de sécurité pendant toute la durée du chantier.

1.1.6.IMPLANTATIONS, PIQUETAGES

1.1.7.GENERALITES

L'édifice sera ouvert au public pendant toute la durée des travaux.

L'accès des ouvriers au lieu des travaux se fera par le pied de l'élévation Nord Ouest du Bastion de la citerne.

L'accès à l'intérieur du bâtiment se fera par la porte d'entrée principale de la Citadelle,

L'accès des visiteurs porte d'entrée principale de la Citadelle, l'entreprise devra la mise en sécurité des visiteurs qui accèdent au Bastion. L'accès à l'échauguette située à l'angle Ouest du bastion sera fermement condamnée à l'aide de barrières de type HERRAS ces barrières seront maintenues et entretenue sur place tout le temps du chantier.

L'accès des matériaux se fera par le pied de l'élévation Nord Ouest du Bastion de la citerne.

Le chantier ainsi que ses abords devront toujours être maintenus en état de parfaite propreté.

1.1.8.CONNAISSANCE DU PROJET

Il est bien spécifié que par le fait de dépôt de leur offre, les entrepreneurs reconnaissent implicitement :

- S'être rendus sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à effectuer, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous les renseignements complémentaires éventuels,
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier tous corps d'état (pièces écrites et plans)
- Avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires.

L'entrepreneur devra prendre une complète connaissance des : plans, coupes, élévations, ainsi que du présent cahier des charges techniques particulières,

Les plans et devis ont pour but de renseigner d'une manière générale, les soumissionnaires sur la nature et les dimensions des travaux à effectuer.

De plus, il est à préciser que l'avant métré fourni lors de la consultation sert simplement à aider l'Entrepreneur à établir son offre en donnant des quantités et des localisations complémentaires au présent C.C.T.P., et que l'Entrepreneur adjudicataire du présent lot sera tenu de vérifier lui-même et de prévoir pour l'établissement de ses prix unitaires, toutes les quantités nécessaires, pour le parfait achèvement des ouvrages projetés.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans et devis pour demander un supplément quelconque sur le montant de leur prix unitaire

1.1.9.CONNAISSANCE DES LIEUX

Le C.C.T.P. a pour but de renseigner au maximum l'entrepreneur sur la nature, l'implantation, l'importance des travaux à réaliser, mais n'a pas un caractère limitatif. L'entrepreneur devra réaliser sans exception, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de ses travaux.

L'entrepreneur adjudicataire devra avoir pris une connaissance approfondie des lieux, et il ne pourra élever ultérieurement aucune réclamation ou demander un supplément quelconque pour difficultés inhérentes à l'édifice, telles que :

Stationnements, circulation, accès au chantier, stockages, transports, consignes de sécurité, ou autres (liste non limitative)

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans et devis pour demander un supplément quelconque sur le montant de leur prix unitaire.

1.1.10. NOTE PRELIMINAIRE IMPORTANTE

Les travaux se feront traditionnellement, dans l'esprit et la manière de l'existant. Tout sera mis en œuvre pour que les interventions neuves, une fois réalisées, ne se voient pas, sauf indication contraire et formellement précisée par écrit par le maître d'œuvre.

Aussi sera-t-il fait recours le plus possible à des matériaux anciens, à des techniques traditionnelles de montage, d'assemblage, faisant plus appel au savoir-faire qu'à l'outil mécanique, à des techniques permettant d'user et de patiner les matériaux neufs.

Si le recours à des techniques contemporaines s'avère nécessaire, tout sera mis en œuvre par l'adjudicataire du présent lot pour que celles-ci soient cachées et invisibles après finition des travaux (l'accord préalable de l'Architecte sera indispensable).

Au préalable de toute intervention, des échantillons d'essais de convenance, les essais de mise en œuvre puis de vieillissement et de patine des matériaux seront réalisés par les entreprises à la discrétion de l'architecte.

Dans le cadre des travaux de restauration et des travaux de confortement des maçonneries existantes, la réalisation de coulis ainsi que la restauration des façades (gobetis, corps d'enduits, crépis et enduits de finition), l'emploi de chaux hydraulique artificielle est formellement pros crit. L'emploi de la chaux aérienne (type CAEB) sera mis en œuvre dans l'ensemble des travaux de restauration des existants. La formulation de plusieurs liants dans un même mortier sera préalablement soumise à l'accord préalable du maître d'œuvre.

L'objectif final des travaux terminés doit être celui d'une restauration techniquement réussie et esthétiquement indécélable par rapport aux parties non restaurées.

Les prescriptions techniques de mise en œuvre et de finitions décrites ci-après ne sont pas reprises systématiquement dans le cadre de la description détaillée des ouvrages à réaliser.

De convention expresse, il est précisé aux entreprises que les prescriptions techniques sont dues contractuellement par elles et seront implicitement prévues dans les prix de marché.

1.1.11. CONDITIONS D'EMPLOI DES MATERIAUX NON NORMALISES :

Note générale :

Les matériaux non normalisés ne sont mis en œuvre que sur la demande l'Architecte et l'entreprise doit lui fournir toutes les justifications de la bonne tenue dans le temps de ces matériaux. L'entrepreneur doit également les essais de convenance demandés par l'Architecte

En cas de doute, il appartient à l'entreprise d'explicitier ses réserves par écrit à l'Architecte.

Produits d'accrochage :

Les produits d'accrochage doivent être compatible avec le milieu basique et présenter une bonne résistance à l'hydrolyse.

Ils doivent être dosés en raison inverse de l'épaisseur de la couche dans laquelle ils sont utilisés. Il convient de se référer aux notices d'emploi du fabricant.

Ils doivent permettre de satisfaire aux prescriptions visées au paragraphe 7.2 du D.T.U. 26.1

Colorants :

Il convient de n'employer que des colorants d'origine exclusivement minérale et n'ayant pas d'action nocive sur le mortier.

Sauf dérogation du C.C.T.P. le dosage ne doit pas dépasser 3 % du poids du liant.

L'emploi de coloration doit systématiquement faire l'objet d'essais de convenance.

1.1.12. SUJETIONS LIEES A LA NATURE SPECIFIQUE DES TRAVAUX SUR LES MONUMENTS PATRIMONIAUX

Les prix du marché tiennent implicitement compte :

- de la nature particulière des travaux de restauration d'édifices anciens, pour lesquels il importe d'harmoniser les parties refaites avec les anciennes,
- de l'obligation rigoureuse d'employer une main-d'œuvre qualifiée,
- de la mise en œuvre "à façon" (matériaux de réemploi) ;

Il ne sera jamais rien payé en supplément de la valeur réelle de la main-d'œuvre pour la pose des matériaux. En raison de l'intérêt du réemploi des éléments anciens, des précautions seront à prendre par les Entrepreneurs, notamment pour leur manutention et leur conservation en bon état jusqu'à repose. Dans le cas de défectuosité normalement décelable, les Entrepreneurs devront faire des réserves et en informer le Maître d'Œuvre.

1.1.13. ASSURANCE

L'entreprise doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultante des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2.270 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U., et règles de calculs.

Il en sera de même pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération, fournis ou non, par l'Entreprise.

1.1.14. RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents qui pourraient résulter de la fabrication ou la mise en œuvre des ouvrages dont il a la charge, ainsi que les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents.

Il aura à sa charge les travaux des autres corps d'état qui seraient rendus nécessaires par la révision ou la réparation des ouvrages.

S'il apparaît pendant la période d'après vente une défectuosité dont la répartition incombe à l'Entrepreneur et si celui-ci néglige d'y remédier dans le délai fixé par le Maître de l'Ouvrage, l'ouvrage sera remis en état d'office aux frais de l'Entrepreneur.

Dans la description des ouvrages, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient à l'entreprise de signaler que cette description n'a qu'un caractère limitatif. Les entrepreneurs devront les ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes en vigueur et les règles de l'art.

Ils ne pourront réclamer aucun supplément consécutif à une omission, erreur ou imprécision éventuelle autant dans les documents graphiques, descriptifs que quantitatifs.

Du fait de leur qualification, il appartient aux entreprises de prévoir le détail des sujétions et toutes fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de leur travaux.

A cet effet, il est précisé que les entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance du C.C.T.P. de tous les corps d'état de l'opération.

Tous les documents écrits ou graphiques remis aux entrepreneurs pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés avant tout commencement d'exécution. Ils devront donc signaler au maître d'œuvre toutes les dispositions qui ne paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'art, règlements et normes de toutes natures en vigueur.

De toutes manières, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer toutes les prescriptions des documents techniques remis par le maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrits au moment de la remise de son offre.

Aucune cote ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et les cotes qui y sont indiquées devront être vérifiées avant tout commencement de travaux.

1.1.15. ETUDES DESSINS ET DETAILS D'EXECUTION

Les entrepreneurs devront fournir au maître d'œuvre en vue de leur approbation, en temps utile et ce, avant de commencer la fabrication, tous les détails qui diffèrent de ceux fournis par le maître d'œuvre.

Ces détails seront définis en coupe, plan et élévation sur lesquels figureront les ouvrages contigus ; ils seront complétés par un rapport décrivant les raisons de choix proposés, la justification des interventions avec rapport photographique et tous les documents nécessaires à la compréhension du travail et des matériaux proposés. Il est rappelé que l'utilisation de tous produits sera soumise à l'agrément du Laboratoire de Recherche des

Monuments Historiques situé à Champs sur Marne.

Les entrepreneurs sont formellement tenus, d'une part de contrôler sur place toutes les cotes exactes des ouvrages mis en œuvre et d'autre part d'adapter en conséquence leurs fabrications aux ouvrages en place.

Tous défauts de tolérance seront signalés par écrits sans délai au maître d'œuvre.

En outre, les entrepreneurs devront donner aux autres corps d'état, tous les renseignements nécessaires, les plans précis de leur ouvrages dès que ceux-ci auront reçu l'approbation écrite du maître d'œuvre.

Ils devront ensuite s'assurer sur le chantier que ces indications ont été correctement suivies en vue de la terminaison de l'opération et du bon fonctionnement des ouvrages.

Par ailleurs il est rappelé que lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au maître d'ouvrage les plans et autres documents d'exécution dans les conditions exigées au C.C.A.P.

L'entrepreneur devra fournir les attachements graphiques et photographiques nécessaires à la justification de leur travaux en sept exemplaires y compris le D.D.O.E. indiqué ci-dessous dont cinq exemplaires en envoi direct au maître d'œuvre pour établissement du D.D.O.E. et deux exemplaires pour la vérification des travaux.

En cours et en fin de chantier, chaque entrepreneur doit fournir obligatoirement les attachements écrits figurés et photographiques des interventions réellement exécutées en vue de la vérification et de la constitution du Dossier Documentaire des Ouvrages Exécutés, nécessaire à la justification des travaux et à leur localisation, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire, distinguant les parties neuves des parties anciennes et illustrant les différentes phases de chantier.

Les attachements seront cotés datés et soumis au VISA du maître d'œuvre et distingueront les parties neuves des anciennes.

Les décomptes Définitifs devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude. A chaque décompte devra être joint l'attachement figuré correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte.

L'apurement des comptes ne pourra être fait qu'avec la production de ces pièces, il en sera de même pour la réception des travaux.

Les attachements figurés seront mis en teinte en rapport à une légende de couleur qui sera adoptée et constante pour l'ensemble des documents d'un même chantier.

Les attachements figurés, les calepins et les dessins auront des échelles minima suivantes en fonction des corps d'état (les dessins approximatifs ne sont pas acceptés) :

Maçonnerie, pierres taillées :

- □Plans de repérage et localisation : 1 cm / m (1/100)
- Elévation plans : 5 cm / m
- Coupes détails de moulures : 10 cm / m

Charpente Couvertures Zingueries :

- □Plans de repérage et localisation : 2 cm / m (1/50)
- □Elévation : 20 cm / m

Les couts d'établissement de ces plans, dessins et attachements sont à inclure dans l'ensemble de la prestation de l'entreprise et ne seront en aucun cas rémunérés en sus.

Il sera autorisé pour l'établissement des plans de repérage et de localisation la production des plans accompagnant le dossier de consultation. Par ailleurs, il est rappelé que lors de la réception des travaux les entrepreneurs remettront au maître d'ouvrage les plans et documents d'exécution dans les conditions exigées au C.C.A.P.

Dans le cas où l'entreprise ne fournirait pas précisément tous les documents définis ci-dessus aux échelles demandées, il sera appliqué un abattement forfaitaire sur leur mémoire définis au C.C.A.P.

Nota : L'entreprise devra fournir sur simple demande de l'architecte ses plans d'exécution et des ouvrages exécutés sous forme informatique (DWG) compatible avec ceux de l'architecte.

1.1.16. CALENDRIER D'EXECUTION

Pendant les quinze premiers jours de la période de préparation ou dès réception de l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, les entrepreneurs enverront au maître d'œuvre et au lot unique «maçonneries et pierres taillées» un calendrier prévisionnel détaillé comportant les tâches mentionnées suivant les articles du C.C.T.P., en indiquant les dates précises de début et de fin d'intervention de chaque sujétions du C.C.T.P. qui doit y être détaillée.

Lors des quinze jours suivants, le responsable du lot unique «maçonneries et pierres taillées» devra établir un calendrier général d'exécution des travaux (à partir des plannings qu'il aura reçu des autres lots) tenant compte du délai global fixé par l'acte d'engagement et / ou le C.C.A.P.

Lorsqu'une entreprise titulaire d'un lot secondaire n'aura pas transmis son calendrier dans un délai des quinze premiers jours mentionnés ci-dessus, le lot principal calera à sa guise les tâches de cette entreprise. Ces périodes d'intervention ainsi déterminées deviendront alors opposables à cette entreprise du lot secondaire considéré.

En outre, toute entreprise qui n'aura pas transmis son calendrier dans ce délai de quinze jours, se verra appliqué un abattement forfaitaire de 750 euros sur son décompte générale et définitif quelque soit le corps d'état.

La valeur de cette prestation est incluse dans les prix forfaitaires d'ouvrages.

1.1.17. CONTENU DE LA PROPOSITION DE L'ENTREPRISE

Outre les fournitures, la main d'œuvre et toutes les dépenses indispensables à la bonne exécution selon les règles de l'art des ouvrages faisant l'objet du C.C.T.P., la proposition de l'entreprise tiendra compte de la prise en charge des sujétions ci-après :

Les études, dessins et détails aux cotes d'exécution des ouvrages,

La fourniture de tous les matériaux entrant dans la composition des éléments suivants les DTU, Normes, essais, et références de qualité techniques imposées par le présent document,

Le transport à pied d'œuvre, le stockage, la pose en fonction du déroulement des travaux et suivant les instructions du maître d'œuvre,

Les implantations et tracés,

Les protections provisoires efficaces pendant le transport et la durée du chantier,

Les rectifications conséquences d'erreurs ou de fausses indications données aux autres corps d'état,

La fourniture et la pose de tous les dispositifs de fixation,

Le contrôle systématique de la compatibilité des matériaux entre eux et avec les ouvrages des autres corps d'état ainsi que la fourniture et pose des produits prescrits par les fabricants et agréés, pour éviter les désordres de toute nature,

Les protections mises en place pour la sécurité,

Tous les moyens de levages, échafaudages, nacelle, etc...

Le nettoyage des ouvrages réalisés par l'entrepreneur et l'enlèvement de tous les déchets, chutes, débris de toutes sortes, gravois provenant des travaux,

Le nettoyage du chantier afin que celui-ci soit maintenu en permanence pendant la durée des travaux en parfait état de propreté,

L'enlèvement des protections provisoires,

La remise en état de toute partie de mur, sculptures, espaces verts etc.... dégradé par l'entrepreneur, ses ouvriers ou représentants de l'entreprise,

Les trous, scellements et calfeutlements nécessaires à la réalisation de ces ouvrages (à l'exception des percements entailles, tranchées, bouchements, scellement calfeutlements, raccords à réaliser dans les pierres taillées qui seront réalisés par un entrepreneur spécialisé),

Tous travaux accessoires de façons complémentaires nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages,

Le contrôle et le signalement par écrit au maître d'œuvre des erreurs ou omissions concernant les dispositions adoptées, la mise en œuvre des ouvrages et la coordination des travaux,

Les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, expériences, analyses, essais, etc...

La réfection et le remplacement éventuel des ouvrages matériels jugés défectueux en cours d'exécution, lors de la réception ou pendant la période de garantie de parfait achèvement,

Les frais d'assurance de chantier,

Les charges et droits de voirie et de police pour l'occupation, l'entretien et la réparation de la voie publique, résultant soit des installations de chantier, soient des dégradations dues au chantier,

Calepins sur les pierres taillées pour le lot concerné,

Réalisation des maquettes et échantillons in situ.

L'entrepreneur devra inclure dans son prix toutes les dispositions nécessaires pour l'obtention d'un résultat conforme à ce que l'architecte est en droit d'attendre de l'entreprise. Ces dispositions comprendront en outre tous les essais de convenance demandés par l'architecte et toutes les reprises de travaux réalisés ne donnant pas satisfaction.

1.1.18. DISPOSITION GENERALES POUR ASSURER LA SECURITE DES TIERS SUR LE CHANTIER

Toute intervention dans un lieu recevant du public doit faire l'objet de mesures particulières de sécurité, d'autant que les travaux sont effectués dans un lieu touristique en service et ne doivent pas nuire à son bon fonctionnement.

Chaque intervention doit être consignée sur une main courante en dépôt chez le responsable de l'édifice.

Il doit y être fait mention du nom de l'entreprise, de son numéro de téléphone, et de la nature de l'intervention. Si cette dernière était à même de présenter un danger ou sujétions de fonctionnement pour l'établissement (blocage de portes, circulation, escalier, etc....) ou de par son importance nécessitait l'implantation pour l'entreprise d'installation fixe de chantier (dépôt, atelier, etc....) l'intervention devra au préalable faire l'objet d'une réunion sur place avec le maître d'œuvre, le SPS et le responsable de l'édifice.

Le procès verbal de cette réunion qui fixera les mesures de sécurité à adopter sera opposable à l'entreprise quant à sa responsabilité sur ce point. Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977, tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs devront être strictement respectées.

En particulier, toutes précautions seront à prendre pour assurer le gardiennage des installations fixes de chantier, soit par un agent de cette entreprise en poste à cet effet, soit par la mise en œuvre de protections fixes et stables.

De même aucun câble électrique volant, raccord de tuyauterie souple véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression, ne devront être placés dans les lieux de passage du public, ni être directement accessible par celui-ci.

1.1.19. SECURITE DES OUVRIERS

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet.

Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 - Titre 4, et plus particulièrement les points suivants :

Article 64 :

"Avant tout travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc.... Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 obligent la signalisation de ceux-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1,50 m. de ceux-ci."

Article 66 :

"Les fouilles de plus de 1,30 m. de profondeur de largeur inférieure aux 2 / 3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux."

Article 73 :

"Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt"

Article 75 :

"Les fouilles en tranchées ou en excavation doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux."

Article 76 :

"Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis à leur disposition".

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

1.1.20. INSTALLATION GENERALE DE CHANTIER

Les prestations dues par l'Entrepreneur adjudicataire du présent lot concernant les installations générales de chantier seront régies par la norme P.03.001 en vigueur.

En ce qui concerne les approvisionnements, la manutention et les manœuvres d'engins de levage, il est bien spécifié que l'entreprise devra prendre toutes ses dispositions dans sa gestion et dans son planning d'approvisionnements et de travaux pour ne pas occasionner de gênes et de désagréments vis-à-vis des tiers voisins et du public lors des visites et diverses manifestations.

L'entreprise en charge du présent lot devra la fourniture et la pose de barrières de type

Herras techniquement équivalent solidement attaché contre les éléments de l'échafaudage et ce sur une hauteur de 2 m minimum.

L'entreprise devra la fourniture et pose d'un périmètre de protection conforme aux prescriptions du coordinateur SPS.

La Citadelle étant ouverte en permanence durant la période de chantier, le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au coordinateur SPS. L'entrepreneur du présent lot devra notamment (liste non exhaustive) :

- Ses prolongateurs électriques et baladeuses en fil auto protégés et en bon état, de sections appropriées à la puissance disponible depuis l'armoire provisoire de chantier,
- Il est entendu que chaque entreprise fera son affaire des protections et magasinages de
- ses : matériels, matériaux et outillages,
- Le nettoyage des lieux concernés par ses réalisations, et enlèvement des résidus des ouvrages neufs, ainsi que cartons, emballages, palettes etc,

L'architecte, se réserve le droit de faire exécuter les prestations manquantes par des sociétés spécialisées aux frais de l'Entreprise adjudicataire du présent lot, si celle-ci ne satisfait pas à ces obligations.

1.1.21. PERSONNES HABILITEES A PENETRER DANS L'EMPRISE DU CHANTIER

La liste des personnes habilitées à pénétrer dans l'emprise du chantier sera imprimée et affichée sur l'entrée du périmètre de chantier. Il sera bien indiqué en toute lettre que les intéressés auront déclaré avoir pris connaissance et accepté tous les risques inhérents et spécifiques à ce chantier avant de pénétrer dans ce périmètre.

L'entreprise en charge du lot unique maçonneries et pierres taillées devra faire émarger cette liste établie en deux exemplaires par les personnes intéressées dès leur première visite sur site. Un exemplaire sera consigné en **Mairie de Seyne-les-Alpes**, le second sera affiché sur l'entrée du chantier à charge de l'entreprise de maintenir et entretenir ce panneau en l'état durant toute la période des travaux..

1.1.22. CLOTURES DE CHANTIER

Elles seront à la charge du lot unique pour les **tranches fermes de travaux** .

1.1.23. ECHAFAUDAGES

Dans le cadre des travaux de le titulaire du **lot unique « maçonneries et pierres taillées »** aura obligation de transmettre dès la période de préparation aux autres entreprises, et sous traitants éventuels l'ensemble des contraintes techniques liées à la réalisation de ses travaux, pour les échafaudages, conditions d'accès, points d'appui...

L'entreprise adjudicataire du présent lot devra fournir un plan d'implantation des échafaudages afin que ces plans soient soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre.

Les installations réalisées par le titulaire du présent lot devront répondre aux normes et aux observations du coordonnateur S.P.S.

1.1.24. BACHAGES ET PROTECTION POUR LA MISE HORS D'EAU

L'amenée, la pose, la dépose et le repli ainsi que l'entretien des bâches de protection des couvertures seront à la charge du lot unique de travaux « maçonnerie et pierres taillées », y compris le remaniement pendant son intervention ; Les remaniements seront à la charge des autres lots, lors de leur propre intervention, le cas échéant sur ces zones en l'absence du lot couverture.

1.1.25. PROTECTION DES EXISTANTS

Il est rappelé que l'entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvés sur les chantiers en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, mais il a droit à être indemnisé si le Maître d'œuvre lui demande de les extraire ou de les conserver avec soins particuliers.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et notamment les éléments anciens.

Les dispositions proposées doivent être soumises à l'architecte et sont réputées être incluses dans les prix unitaires, exceptées pour les protections prévues dans les installations communes de chantier.

1.1.26. PROTECTIONS DIVERSES

Pendant les travaux, toutes les protections seront prises afin de ne pas porter atteinte en aucune manière aux existants. A cet effet, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les protections nécessaires en accord avec le maître d'œuvre :

- ☐ ☐ fourniture et pose de platelages verticaux et horizontaux,
- ☐ ☐ bâchages étanches et autres dispositions empêchant la pénétration d'eau de pluie sur les ouvrages, une pente vers l'extérieur sera établie sur le platelage, et les eaux canalisées jusqu'au caniveau,
- ☐ ☐ fourniture et pose de films polyane,
- ☐ ☐ Protections spéciales étanches pour empêcher la pénétration des poussières et des eaux de pluie et de ruissèlement à l'intérieur,
- ☐ ☐ Présence d'un extincteur en état de marche à proximité des postes de soudure quel qu'ils soient et autres postes utilisant des combustibles, gaz, etc....
- ☐ ☐ Obligation de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie en nombre suffisant (voir ci- après permis de feu).

1.1.27. LIMITATION DE LA PROPAGATION DES POUSSIÈRES

Chaque entrepreneur devra pendant l'exécution de ses travaux mettre en place tous les dispositifs nécessaires pour éviter toutes propagations des poussières. En cas de non respect de cette clause, tous les nettoyages complémentaires de l'environnement du chantier (y compris chez les tiers voisins) seront à la charge de l'entreprise responsable, les factures et autre frais engagés alors par le maître d'ouvrage seront déduits du marché de l'entrepreneur lors de son règlement.

Il est rappelé aux entreprises que ces travaux se déroulent dans un édifice public en service.

1.1.28. PERMIS DE FEU

Il est fait obligation à l'entreprise de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie. Les moyens seront en nombre suffisant et seront disposés et présentés au maître d'œuvre et au coordonateur de Sécurité et de Protection de la Santé

(CSPS) au poste de travail où à lieu l'intervention de l'entreprise. Les travaux par points chauds (soudages, meulages, découpages, ou comportant l'usage d'une flamme nue) doivent faire l'objet d'une entente préalable appelée permis de feu entre l'entreprise et le maître d'ouvrage.

Le chef d'entreprise établira un permis de feu en bonne et due forme. Il le fera signer par les personnes chargées du travail et de la sécurité du chantier (le représentant du chef d'entreprise donnant l'ordre de travail, le chef de chantier, ainsi que par le maître d'ouvrage, après mise en place des moyens de lutte contre l'incendie tels que décrits sur le permis de feu.

Un double sera envoyé à l'architecte ainsi qu'au coordonateur de sécurité.

Le permis de feu ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définir quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instrument à feu. Toute entreprise qui ne respecterait pas les mesures pour assurer la sécurité contre l'incendie pourrait se voir interdire la poursuite des travaux jusqu'à régularisation de sa situation.

Le chantier devra être préalablement nettoyé et des protections seront disposées aux emplacements à risque.

L'entrepreneur s'engage à se conformer en tous points aux obligations de protection contre l'incendie qui lui seront imposées :

Bacs à sables

Seaux d'eau

Extincteurs

Bâches ignifuges etc....

Le matériel doit être complet, en bon état, vérifié périodiquement par une entreprise agréée et toujours être présent au poste de travail sous la responsabilité de l'entreprise.

Tout ouvrage de soudure sera interrompu **trois heures** avant la fin de la journée de travail.

Les pompiers devront être prévenus au préalable concernant les travaux envisagés et informés des mesures adoptées.

D'autre part, tout matériel ou installation présentant, en cas d'incendie, un risque de propagation à l'édifice doit être situé à plus de dix mètres des façades (groupe électrogène, atelier de soudure, véhicules etc....).

Consignes concernant les travaux :

Les entreprises doivent prendre toutes les précautions afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

D'effectuer en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation,

D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (cf. paragraphe ci-dessus concernant le permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ce type de travaux,

D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures etc....)

De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuations ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours,

De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public,

De fumer sur le chantier sous peine d'exclusion immédiate ; une pancarte « **interdiction de fumer** » sera posée par le lot unique «maçonneries et pierres taillées»,

D'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur de l'édifice,

De neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe feu callée ouvertes, robinet d'incendie armé rendu inaccessibles, etc....)

De laisser se constituer des dépôts sur des matières combustibles,

De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité quotidienne, et avant la pose repas,

D'effectuer des branchements électriques sur des installations existantes sans autorisation préalable.

Consignes concernant les travaux par points chauds :

Les personnels et entreprises doivent prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

Avant les travaux :

Repérer les moyens d'alerte et d'extinction,

Disposer de moyens d'extinction propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau pompe et un extincteur approprié aux risques,

Afficher un exemplaire du permis feu en bonne et due forme sur les lieux des travaux,

Vérifier que le matériel de soudage, découpage etc. est en parfait état de fonctionnement,

S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour,

Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation

Vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié,

Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre,

Colmater les ouvertures susceptibles de laisser des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles

Ecarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées,

Dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds,

Protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent,

Si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux :

Mouiller les parties bois pouvant être en contact avec la flamme du chalumeau,
Refroidir les parties et objets chauffés, s'il y a impossibilité, les déposer sur des supports incombustibles,
Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute
Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas,

Après exécution des travaux :

Arrêter les travaux par points chauds **trois heures** avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux,
Indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes,
Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles,
Inspecter les lieux des travaux, les locaux et les espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

1.1.29. PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à leur réception, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux ; matières premières, matières ouvrées matériels, engins, outillages et installation de tous ordres du chantier ainsi que des ouvrages.

Ils sont tenus de se garantir de tous les vols, détournements, dégradations et avaries, dommages pertes et destructions de toutes natures, notamment du fait des intempéries pour lesquelles il est expressément stipulé qu'il ne leur sera le cas échéant alloué aucune indemnité.

Cependant les entrepreneurs sont tenus de remettre en état ou de remplacer à leur frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf recours éventuel contre tout tiers responsable, le maître d'ouvrage demeurant en toute hypothèse complètement étranger à une contestation ou répartition des dépenses.

Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés de l'entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages exécutés, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs en cas de pertes, avaries, dommages du à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précautions ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent d'être interrompus pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés ou en cours de

réalisation contre les dégâts qu'ils pourraient subir sans frais supplémentaires par le maître d'ouvrage.

Avant l'ouverture du chantier, il sera établi un état des lieux par les entreprises intervenantes, et les personnes représentant la maîtrise d'ouvrage, et le maître d'œuvre avec des photographies établies à l'appui. Les états des lieux sont indépendants et dissociés des constats d'huissier. Les frais d'état des lieux seront réglés au compte prorata.

L'entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvés sur les chantiers en cours de travaux, notamment les fouilles ou dans les démolitions, mais il a le droit à être indemnisé si le maître d'œuvre lui demande de les extraire ou de les conserver avec soin.

1.1.30. APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE ELECTRIQUE ET EN EAU

Sauf contre ordre de la maîtrise d'ouvrage, les entrepreneurs ne pourront pas utiliser l'énergie électrique de l'établissement. Les branchements avec les dispositifs de sécurité et de comptages nécessaires ainsi que les consommations seront aux frais du lot unique «maçonnerie et pierres taillées» Il en sera de même pour les démarches administratives qui lui incombent et pourront induire le courant électrique.

Eclairage de chantier :

Lorsque l'éclairage naturel n'est pas suffisant pour travailler dans les conditions convenables, chaque entreprise intervenante doit obligatoirement prévoir son éclairage électrique nécessaire et spécifique à son propre lot. Il est spécifié que ces éclairages rentreront dans le cadre des prix unitaires. Les travaux exécutés à la lumière artificielle ne donneront lieu à aucune plus value ni remboursement quelconque de frais.

La fourniture de l'eau ainsi que les frais de branchements provisoires (y compris pour évacuation des eaux usées et eaux vannes) comptage et toutes tuyauteries nécessaires pour amener l'eau aux endroits ou seront exécutés les travaux qui incomberont au lot unique «maçonnerie et pierres taillées». Il en sera de même de toutes démarches administratives afférentes. Les installations provisoires devront être démontées et évacuées en fin de chantier.

1.1.31. RENDEZ VOUS DE CHANTIER

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises devront assurer la présence aux rendez vous avec le maître d'œuvre, rendez vous que ce dernier fixer à des jours et heures déterminées.

Cependant, le maître d'œuvre se réserve le droit, à son initiative, et s'il le juge nécessaire, de convoquer les entrepreneurs sur le chantier ou en autre lieu le jour et à l'heure fixés par lui.

Les entreprises convoquées sont tenus d'assister aux rendez vous de chantier et d'être à l'heure indiquées sous peine d'application des pénalités pour absence ou retard. Elles devront être représentées par une personne unique qualifiée et au fait de l'opération, nommée en début de chantier, mandatée et capable d'engager l'entreprise ou le groupement d'entrepreneurs.

1.1.32. PANNEAU DE CHANTIER

Le panneau de chantier sera fourni par le du lot unique « maçonnerie et pierres taillées ». Schéma de définition graphique fourni par la Direction Régionale des Affaires Culturelles des Hautes Alpes à défaut au maître d'ouvrage.

1.1.33. ORGANISATION DE CHANTIER

Les entrepreneurs devront se conformer aux instructions du maître d'œuvre en ce qui concerne les heures d'entrées des ouvriers et des accès aux lieux des travaux.

Ils supporteront les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement de l'édifice et prendront à leurs charges toutes les mesures qui leur seront demandées pour ne pas gêner les visites :

- Le respect du parcours imposé pour l'accès au lieu des travaux avec interdiction de pénétrer ou de circuler dans les autres parties de l'édifice,
- Interdiction de travaux bruyants à certaines heures
- Interdiction de travaux lors de cérémonies ou de manifestations officielles sur le site.

Les engins utilisés seront manuels ou à énergie électrique, aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de pneumatiques. L'entrepreneur titulaire du lot unique « maçonnerie et pierres taillées » entreprendra toutes les démarches administratives nécessaires dans le but d'obtenir les autorisations de voiries éventuelles et autre nécessaires à l'installation et au fonctionnement du chantier. Ils se conformeront aux instructions administratives en prenant en charge toutes les sujétions particulières en résultant.

L'entrepreneur titulaire du lot unique « maçonnerie et pierres taillées » sera chargé du gardiennage du chantier pendant les heures de travail et pendant la durée de leur intervention respectives. Elle sera responsable des clefs de chantier, de l'entrée et de la sortie de toute personne sur les lieux de travail. En son absence, c'est l'entreprise présente sur site qui aura la charge de cette responsabilité.

Les clefs utilisées par les entreprises ne devront pas être des exemplaires uniques. Un trousseau restera toujours chez le dépositaire habituel. Les clefs seront remises à leur dépositaire habituel chaque soir et à chaque congé hebdomadaire.

Le plan d'organisation du chantier en complément des plans et du présent descriptif proposant l'emplacement des dépôts de matériels et de matériaux, des échafaudages, matériels de levages etc.... devra être soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du C.S.P.S en même temps que le calendrier d'exécution.

L'établissement et la fourniture de ce plan d'organisation de chantier incombe au lot unique «maçonneries et pierres taillées». Ce document sera établi en collaboration étroite avec les autres corps d'état.

Un dossier complet en bon état : plans, descriptif, planning notes techniques échantillons etc.... restera en permanence sur le chantier ; les frais de fourniture du dossier complet seront à la charge du Lot unique «maçonneries et pierres taillées» et à inclure dans les prix unitaires de son offre. Tous les plans seront affichés et les documents écrits seront conservés dans une armoire étanche.

Les panneaux publicitaires des différentes entreprises seront regroupés en un même endroit (palissage de chantier, panneau de chantier ...) désigné par l'architecte. La dimension des panneaux sera inférieure à 0.50 m². Toute publicité en dehors de cet endroit sera proscrite y compris sur les échafaudages.

En cas d'empiétement sur la voie, quelque soit les circonstances, l'entreprise aura à sa charge les droits de voirie éventuels, et entreprendra les démarches administratives pour l'obtention des autorisations de voiries.

La prestation comprendra également la mise en place de la signalisation de chantier sur la voirie. La signalisation devra être conforme à la signalétique en

vigueur. Le système de fixation devra être réversible et solidement fixé. La valeur habituelle pour cette prestation est à inclure dans le prix unitaires des prestations.

1.1.34. COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

L'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les autres corps d'état afin de régler tous les détails d'intervention sur le chantier.

Chaque Entrepreneur participera à l'élaboration des plans de synthèse, nécessaires à la bonne coordination de l'ensemble des travaux de tous les corps d'état de l'opération y compris ceux nécessités par les travaux hors marché (éclairage extérieur, téléphone, etc.)

Il devra en particulier indiquer les réservations qui lui sont nécessaires, l'implantation précise et l'encombrement de ses ouvrages.

Il doit prendre connaissance des ouvrages des autres corps d'état qui ont des liaisons avec les siens, tenir compte des impératifs techniques et mettre en œuvre toutes les façons et accessoires qui leurs sont nécessaires

1.1.35. HORAIRES DE TRAVAIL

Il ne sera jamais accepté de payer des majorations pour le cas où la durée hebdomadaire du travail serait supérieure à la durée légale : il en sera de même pour les travaux exécutés de nuit ou le dimanche, exception faite dans le cas où le Maître de l'Ouvrage, en fera une demande expresse écrite à l'Entrepreneur.

1.1.36. INDEMNITES DE PANIER ET DEPLACEMENTS DIVERS

Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport quelles que soient les raisons ou la nature, sont compris dans les prix établis par l'Entrepreneur.

1.1.37. TRAVAUX EN REGIE

Il n'y aura pas de travaux en régie.

1.1.38. TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES

Les travaux en dépenses contrôlées feront l'objet d'attachements écrits précisant en jours et en heures le temps passé par les ouvriers de chaque catégorie et les quantités de matériaux ou fournitures mis en œuvre. Ces attachements seront établis par l'entrepreneur qui devra les soumettre, en temps opportun, pour acceptation au Maître d'Œuvre.

Ils engagent la responsabilité de l'Entrepreneur au regard de ses travaux et des dommages pouvant être causés aux tiers, responsabilité pour laquelle l'Entrepreneur doit contracter toutes assurances utiles et en justifier.

Les modalités de règlement de ces travaux sont fixées dans l'annexe au bordereau de prix unitaires.

1.1.39. PHOTOS DE CHANTIER

Les entreprises devront fournir les photographies nécessaires à la justification de leurs travaux.

Le dossier photographique doit comporter des vues de l'édifice ou des parties de l'édifice concernées avant travaux et en cours de travaux particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire pour justification

des travaux et leur localisation indiquées systématiquement. Ce dossier doit également comporter des vues des différentes phases de chantier, et des vues de l'édifice une fois les travaux achevés. Les photographies devront donner une vue exhaustive du chantier, vues d'ensemble, de détails et des ouvrages à reprendre.

Le dossier photographique doit être fourni au maître d'œuvre et lors de la fourniture des mémoires (sauf demande particulière) en cinq exemplaires originaux dans un délai de deux mois après la fin des travaux. Les photographies doivent être numérotées et présentées sous forme de tirage papier en couleur 9 x 13 cm (ou multiple), collées et légendées sur des feuilles bristol de format A4. Chaque feuille doit porter l'identification de la commune et de l'édifice concerné (ou partie d'édifice) et une légende (titre, date de prise de vue, nom de l'entreprise, éventuellement une référence de cliché). Un exemplaire numérisé sera remis à l'architecte sous support CD-Rom.

Un schéma de l'édifice (un plan) sera figuré en marge de chaque feuille et une flèche en couleur situera l'élément photographié sur le schéma.

Tous les frais pour la production et la reproduction des photos de chantier seront à inclure dans le prix unitaire ou forfaitaire des prestations.

1.1.40. FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX

Les matériels et matériaux seront de première qualité et exempts de toute détérioration pouvant mettre en cause leur résistance et leur apparence.

Ils seront conformes aux normes françaises ou européennes et de provenance européenne.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, aux frais de l'entrepreneur, les prélèvements, essais et analyses qu'il jugera nécessaires, en dehors de ceux prévus au descriptif. Les vérifications et analyses seront faites par le Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques (LRMH) situé à Champs sur Marne ou tout autre laboratoire ou organisme agréé.

Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives de l'architecte ou soumis par écrit à son approbation.

Les techniques traditionnelles seront utilisées en priorité et respecteront les sujétions des D.T.U. et des normes françaises et Européennes en vigueur.

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels, devra faire l'objet de justifications techniques précises écrites, complétées, le cas échéant, d'un avis technique du C.S.T.B. et /ou du C.T.B.

1.1.41. PROTOTYPES

Pour permettre au maître d'œuvre de juger de la qualité des ouvrages et éventuellement d'exiger des améliorations ou des modifications de détail qui lui paraîtraient nécessaires, les entrepreneurs devront la présentation de prototypes chaque fois que le maître d'œuvre le demandera.

1.1.42. ECHANTILLONS MODELES

Les entrepreneurs sont tenus de fournir au maître d'œuvre tous les échantillons des matériaux et matériels prévus ou demandés en cours de chantier.

Aucune demande de matériels ou matériaux ne peut être passée par l'entrepreneur sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été établie par un accord écrit du maître d'œuvre.

Un tableau comportant un échantillon des divers appareils et matériaux retenus restera sur le chantier jusqu'à la réception. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre les appareils à l'essai pendant un certain temps avant leur agrément.

1.1.43. VARIANTES

Toute variante à l'initiative de l'entrepreneur devra être chiffrée à part du marché de base et devra prendre en compte toutes les incidences en plus ou moins valu sur l'ensemble des travaux.

Chaque candidat doit obligatoirement présenter une proposition entièrement conforme à la solution de base et répondre aux options éventuelles proposées.

1.1.44. DELAI D'EXECUTION

Après une période de préparation de un mois, l'ensemble des travaux devra être exécuté dans les délais précisés dans l'acte d'engagement. En dehors de ces délais, les pénalités de retard prévues au CCAG seront appliquées à l'entreprise responsable et elle supportera également les frais de location d'échafaudage complémentaire et les frais divers d'installation de chantier.

L'entreprise s'engagera au début du chantier sur un calendrier prévisionnel des travaux. L'engagement portera sur le nombre de jours de prévision pour une ou un ensemble de prestations et sur le nombre d'ouvriers que l'entreprise prévoira.

1.1.45. APPROVISIONNEMENT ET DEBARRAS DU CHANTIER

Pour l'approvisionnement en matériaux du chantier, les entreprises devront tenir compte des difficultés dues à l'étroitesse des accès au chantier et des accès au public.

Lors de toute opération de déchargement ou de repliement, des protections appropriées seront mise en place sur la voie publique et sur les aires de stockage. Tous ces frais d'approvisionnement seront à inclure dans le prix unitaire des prestations.

Des plages horaires devront être prévues de manière fixe pour procéder à ces manutentions quand celles-ci se trouvent sur la voie publique et dans les zones publiques.

Il est précisé à l'entreprise que tous les jeudis matin se tient un marché commerçant dans la grande rue et sur la place du village de Seyne-les-Alpes. Par conséquent, l'entreprise devra prendre toutes ses dispositions dans sa gestion et dans son planning d'approvisionnements et de travaux pour occasionner aucunes gênes ou désagréments durant ses jours de marché.

L'entrepreneur fera toutes les démarches et obtiendra toutes les autorisations nécessaires en temps utile auprès des services compétents, notamment en ce qui concerne le survol des voies publiques et des immeubles riverains. Il devra faire contrôler par les organismes de sécurité ses installations avant toute utilisation.

L'entrepreneur est tenu d'assurer le bon approvisionnement des matériaux et de respecter les délais imposés par le planigramme.

1.1.46. DEMONTAGE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Chaque entrepreneur devra obligatoirement le démontage, le repliement et l'évacuation de toutes les installations de chantier fixes ou mobiles qu'il aurait pu mettre en œuvre pour la réalisation de ses ouvrages ainsi que la remise en état des terrains et des locaux dans lesquels elles se trouvent.

1.1.47. ENLEVEMENT DES GRAVOIS, NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier sera maintenu constamment en bon état de propreté. Le nettoyage complet du chantier sera réalisé au moins deux fois par semaine par l'entreprise en charge du lot unique « maçonnerie et pierres taillées ». Celle-ci devra effectuer le rangement du matériel et l'évacuation des gravois.

Toutes les autres entreprises devront évacuer leurs gravois au fur et à mesure de leur intervention.

Les gravois seront déposés dans les sites autorisés ou confiés à une entreprise de traitement spécialisée. L'enlèvement inclut tout les droits de décharge ou d'incinération.

L'entrepreneur prendra connaissance du plan départemental d'organisation et de gestion des déchets du BTP, pour l'application avril de la réglementation en vigueur, notamment du code de l'environnement (art L 541), le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, etc.

Il est interdit :

- De brûler les déchets sur les chantiers, sauf cas particulier : dans le cas précis de diagnostic attestant la présence de termites, la réglementation en vigueur (loi 99.471 du 8/6/1999) implique les dispositions suivantes – soit incinérer les

bois et matériaux en place – soit de les traiter avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible.

- D'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc....).

Le maître d'ouvrage pourra demander ces nettoyages chaque fois qu'il le jugera nécessaire, notamment pour la tenue des réunions et des visites de chantier, et particulièrement en fin de chantier avant les opérations de réception des ouvrages. Les gravois évacués des étages le seront à l'intérieur de sacs étanches, ou par goulotte dont le cout est à inclure dans les prix unitaires ou forfaitaires des prestations.

Tout balayage sera interdit pour éviter la propagation de la poussière. Le nettoyage sera effectué par aspirateur.

Aucune indemnité supplémentaire ne sera accordée aux entreprises en dehors de celles prévues dans le marché à chiffrer à part sur le bordereau (ou inclus dans la valeur de l'offre le cas échéant).

1.1.48. SOSED

Dans le cadre de son **plan d'installation de chantier**, l'entreprise devra mentionner la procédure de suivi de ces déchets dans son P.P.S.P.S. Elle précisera notamment son Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de Chantier (SOSED).

1.1.49. NETTOYAGE DE CHANTIER

Pendant la durée des travaux, les abords et accès de chantier ainsi que les voies publiques environnantes devront être maintenues en état de propreté.

Les boues, terres et poussières ne devront pas envahir les chaussées ou se propager sous l'effet du vent. Les roues et châssis des véhicules devront être nettoyés avant de quitter le périmètre du chantier.

Les bennes des camions seront munies de ridelles en rapport avec les matériaux transportés et bâchés si nécessaire.

L'entreprise devra le nettoyage des salissures qu'elle engendrerait immédiatement après qu'elles se soient produites. A cet effet, elle chargera une ou plusieurs personnes de son effectif à ce nettoyage. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage pourront faire intervenir toute entreprise spécialisée pour la remise en état de la voirie aux frais du titulaire du marché qui restera responsable en cas d'accident matériels et corporel ;

Les entrepreneurs et installateurs doivent la protection et le nettoyage de leurs ouvrages et des zones de travaux, après manutention ou après pose et enlèvements des gravois, afin de livrer les travaux, les matériels ou les installations en parfait état de propreté.

Si malgré les prescriptions énoncées ci-dessus le chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisante pendant l'exécution des travaux, ou si le site n'était pas livré dans l'état de nettoyage définitif demandé par les pièces du contrat, l'architecte pourra en l'absence de responsable ordonner chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le nettoyage général du chantier, les frais correspondants étant à imputer au compte prorata ou à l'entreprise défaillante.

Dans le cas ou malgré les ordres de services consignés au rendez vous de chantier, ce nettoyage n'aurait pas été exécuté de façon satisfaisante, l'architecte pourra

faire appel à une entreprise spécialisée, dans un tel cas les frais seront imputés au compte prorata ou à l'entreprise défaillante.

1.1.50. SUJETIONS DIVERSES A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE (SAUF CELLES PRECISEES AU D.P.G.F.)

Chaque entreprise exécute les trous, scellements et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet des travaux qui lui incombent. Ces sujétions sont réputées incluses dans les prix unitaires du marché.

L'installation et la location pendant toute la durée des travaux de toutes protections et signalisations nécessaires à la sécurité du public et des travailleurs.

La location pendant toute la durée ou délai contractuel du marché, des étalements, cintrages, bâchages, échafaudages, etc.

Les remaniements des planchers d'échafaudages, bâchages, nécessaires aux travaux.

Tous les transports, coltinage de réparation quel que soit la distance et le montage ou la descente quelle que soit la hauteur. La pose, location, dépose, double - transport, de tous platelages et agrès nécessaire à ces manutentions.

Les frais résultant des obligations de l'Entrepreneur concernant sa responsabilité, l'organisation et la police des chantiers, conformément à l'article 31 du Cahier des Clauses Administratives Générales, ainsi que toutes dispositions de textes contractuels.

1.1.51. CONSIGNES PARTICULIERES CONCERNANT TOUS LES TRAVAUX

Les entreprises doivent prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare. Il est notamment interdit :

- D'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation,
- D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux,
- D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures etc.),
- De déposer des matériaux ou gravois dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours,
- De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public,
- D'introduire ou d'utiliser des réchauds,
- De neutraliser les moyens de protections et de détection incendie.

1.1.52. PERMIS DE FEU

Le permis de feu est établi dans un but de prévention contre les dangers d'incendie et d'explosion occasionnés par les travaux par points chauds (chalumeau et arc électriques notamment). Il est délivré par le chef d'entreprise ou son représentant qualifié, pour chaque travail de ce genre exécuté soit par le personnel propre de l'entreprise, soit par celui d'une entreprise différente.

Les extincteurs devront être vérifiés par une société compétente. Il ne concerne pas les travaux affectés à des postes de travail permanent de l'entreprise.

Permis de feu (proposé ci-dessous à titre d'exemple), à afficher sur le chantier et à adapter selon les particularités et spécificités de celui-ci :

Rappel Il est impérativement interdit de fumer sur le chantier sous peine d'exclusion immédiate. Ce permis feu doit être affiché sur le chantier.

Prévention contre les dangers d'incendie (chalumeau et arc électriques notamment).

Département : Localité :
.....

Edifice :

Raison sociale de l'entreprise :

Travail à exécuter :

1. **Rappel du marché** Ex : Chapitre : Dépense :
.....

Définition :

Localisation précise :
.....

2. **Moyens de protection à mettre en œuvre :**

Consignes particulières et risques signalés :

.....
.....
.....
.....

Durée de l'autorisation :

.....
.....
.....

Personnes chargées du travail et de la sécurité :

.....
.....
.....

Chef de chantier :

Ouvriers exécutant le travail :

.....
.....
.....

.....
Signatures

Le représentant de l'entreprise chargée des travaux

A : le :

le maître d'œuvre donnant l'autorisation de les effectuer

A : le :

Moyens d'alerte :

.....
Moyens d'intervention :

.....
Instructions générales de sécurité :

Les personnels et entreprises doivent prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare notamment respecter les règles suivantes :

1. Vérifier que les appareils sont en parfait état (tension convenable, bon état des postes oxyacéthyléniques, tuyaux etc...)
2. Eloigner, protéger et/ou couvrir le sol de bâches ignifugées tous les matériaux ou installations combustibles ou inflammables. Eventuellement arroser le sol et les bâches de couvertures.
3. Si le travail doit être effectué sur un sol creux, s'assurer que le dégazage est effectif,
4. Aveugler les ouvertures, interstices, fissures etc. (sables, bâches, plaques métalliques),
5. Dégager largement de tous matériels combustibles et inflammables le parcours des ouvrages traités,
6. Disposer à portée immédiate les moyens d'alarme et de lutte contre le feu. Ceux-ci devront comporter au moins un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres et un extincteur approprié à l'extinction du feu relatif aux matériaux de l'environnement et au poste utilisé pour les travaux.
7. Désigner un auxiliaire instruit pour les mesures de sécurité,
8. Repérer les moyens d'alter et d'extinction,
9. Afficher un exemplaire du permis feu sur les lieux des travaux,
10. S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti retour,
11. Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation,
12. Vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié,
13. Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre,
14. Ecarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées,
15. Dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds.

Pendant les travaux :

16. Mouiller les parties bois pouvant être en contact avec la flamme du chalumeau
17. Ne déposer les objets chauffés que sur des supports ne craignant pas la chaleur et ne risquant pas de les propager,

**PROJET DE RESTAURATION DE L'ELEVATION OUEST DU BASTION NORD
ET DE LA BATTERIE DE REVERS. CITADELLE DE SEYNE-LES-ALPES.**
Commune de Seyne-les-Alpes, département des Alpes-de-Haute-Provence
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)
Tranches fermes de travaux, lot unique : MAÇONNERIES ET PIERRES TAILLEES

18. Refroidir les parties et objets chauffés, s'il y a impossibilité, les déposer sur des supports incombustibles,
19. Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute
20. Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas,

Après exécution des travaux :

21. Arrêter les travaux par points chauds trois heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux,
 22. Indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes,
 23. Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles,
 24. Inspecter les lieux des travaux, les locaux et les espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur
- SOUS DOSSIER PROJET ARCHITECTURAL ET TECHNIQUE (P.A.T.)
25. Il est impératif que l'entreprise cesse tous travaux de soudure et d'emploi de matériels chauffant au moins **trois heures** avant le départ de l'équipe de travail.

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES :

CHEFS D'ENTREPRISES :

ne laissez jamais commencé un travail par chalumeau ou arc électrique avant d'avoir complètement fait remplir, puis signer et délivrer le **PERMIS DE FEU** correspondant.

Vérifier que le travail prévu est compatible avec les prescriptions administratives qui vous concernent (établissement recevant du public décret du 23/03/1965 Code du travail : décret du 29/11/1977 ...)

Vérifiez bien que votre **police d'assurance incendie** couvre bien le cas présent **tant pendant le travail qu'après son achèvement**.

Si le travail doit être effectué par une entreprise extérieure, celle-ci devra vérifier sa police d'assurance- responsabilité civile.

AGENTS VEILLANTS A LA SECURITE DU TRAVAIL, OPERATEURS :

ne laissez entreprendre, ne commencez un travail au chalumeau ou à l'arc électrique qu'après avoir obtenu le permis de feu correspondant et après avoir vérifié toutes les dispositions prises pour la sécurité de l'opération.

Ne manquez pas de contresigner le permis de feu et d'en respecter scrupuleusement les consignes, ainsi que celles de vos instructions permanentes.

Lu et accepté le présent C.C.T.P.
L'Entrepreneur.

Dressé par
L'architecte soussigné

LE 26 FEVERIER 2016
FIN DU CPTC LOT UNIQUE « MAÇONNERIES ET PIERRES TAILLEES ».